

**Demande d'examen au cas par cas préalable
à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale**

Article R. 122-3 du code de l'environnement

N° 14734*03

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

1. Intitulé du projet

Travaux de réfection de la digue de protection du CCG de Martigues

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom /

Prénom /

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

Groupe EDF -Cycle Combiné Gaz de Martigues

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

CORTIE Christophe -Directeur du CCG de Martigues

RCS / SIRET

5 5 2 0 8 1 3 1 7 8 5 4 7 2

Forme juridique SA

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
11. Travaux, ouvrages et aménagements en zone côtière b)Reconstruction d'ouvrages ou aménagement côtiers existants	Réfection de la digue du CCG de Martigues Ouvrage existant connexe au CCG de Martigues réglementé par l'AP du 15/03/2018 Ouvrage bénéficiant d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) de 30 ans du DPM par arrêté du 06/02/1996 modifié par arrêté du 14/02/1999. Nomenclature IOTA concernée : 4.1.2.0-1 (Autorisation) Rubriques ICPE potentiellement concernées : 2518 ou 2522

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

La digue du CCG de Martigues est constituée de deux ouvrages : la digue de protection de la station de pompage (100 m linéaire) et la digue de protection du plan d'eau et du site industriel (200 m linéaire).

Le projet consiste en une réfection de la carapace des ouvrages (dont la crête) et de la sous-couche, un reprofilage du noyau et une réfection de la voirie. Dans le cas de la digue de protection du plan d'eau, le talus arrière de l'ouvrage sera également réédifié et dans le cas de la digue de protection de la station de pompage un mur de couronnement sera également rebâti.

Pour atteindre les objectifs de protection de la digue et compte tenu des contraintes de conception, des enrochements artificiels de 2m3 seront utilisés pour une portion de la digue de protection de la station de pompage (au droit des prises d'eau). Pour le reste de la digue, des blocs naturels de taille similaire à ceux existant (4-6 t à 5-8 t) seront utilisés entre autre pour la carapace.

4.2 Objectifs du projet

Suite à des défauts de conception et aux événements climatiques défavorables du 11/12/2017 ayant généré d'importants dommages sur la digue, un diagnostic réalisé en 2018 a mis en évidence la nécessité d'une profonde réfection de la digue du CCG de Martigues. Ces travaux de réfection sont indispensables pour préserver les infrastructures et éviter la ruine des digues.

Ces travaux s'inscrivent notamment dans l'obligation de « maintien en état » des ouvrages imposé par l'AOT.

Dans l'attente des travaux de réfection, des travaux d'urgence ont été réalisés fin 2020 sur les zones les plus endommagées pour sécuriser les ouvrages. Ces travaux ont fait l'objet d'un dossier de déclaration Loi sur l'eau déposé auprès du Guichet unique de la préfecture des Bouches du Rhône le 13 janvier 2020 (récépissé de déclaration du 21/01/2020). La préfecture a informé EDF par retour du courrier du 13/05/2020 de l'absence d'opposition à la réalisation des travaux.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux seront réalisés par voie terrestre ou maritime. Ils consistent en une réfection des ouvrages de protection contre la mer, à savoir la digue de protection de la station de pompage et la digue de protection du plan d'eau et du site industriel.

Les différentes phases des travaux de la digue de protection de la station de pompage seront globalement les suivantes :

Digue de protection de la station de pompage :

- approvisionnement en matériaux, fabrication des enrochements artificiels (si fabrication in situ)
- démontage de la carapace existante et tri, reprofilage du corps de digue existant, mise en place de l'assise et de la sous-couche (enrochements de 0,4-0,7 t) , mise en place de la butée de pied puis de la carapace (enrochement artificiel de 2m3), construction du mur de couronnement, réfection de la voirie (géogrid, remblai d'une épaisseur minimale de 0,45 m).

Digue de protection du plan d'eau :

- approvisionnement en matériaux
- démontage de la carapace existante et tri, reprofilage du corps de digue existant, mise en place de l'assise et de la sous-couche (enrochements de 0,5-1 t) , mise en place de la butée de pied (enrochement de 1,5-3t) puis de la carapace (enrochement 4-6t ou 6-8 t au musoir), réfection du talus arrière (côté plan d'eau), réfection de la voirie (géogrid, remblai d'une épaisseur minimale de 0,45 m).

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Les travaux vont engendrer des modifications morphologiques de la digue :

- une augmentation de l'emprise variable selon les zones (entre 0 et plus de 20 m),
- une modification du profil : altitude et pente
- une modification visuelle avec l'utilisation d'enrochements artificiels au niveau de la digue de protection de la station de pompage.

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

- Porter à connaissance ou demande d'autorisation environnementale au titre de la loi sur l'eau (rubrique 4.1.2.0-1 de l'Art. R.214-1 du CE) ;
- étude des incidences Natura 2000 (conformément aux articles R.414-1 et suivants du CE) par rapport à la Zone Spéciale de Conservation Côte Bleue Marine (FR9301999) située à proximité du projet ;
- dossier de dérogation à la réglementation espèces protégées (conformément aux articles L.411-1 et suivants du CE) pour la destruction d'un petit îlot d'herbier à posidonie (*Posidonia oceanica*) et de 186 dattes de mer (*Lithophaga lithophaga*). Le CCG bénéficie pour son fonctionnement de deux autorisations dérogatoires à l'article L.411-1 au titre de l'article L.411-2 du CE autorisant à procéder à la perturbation intentionnelle et à la régulation du Goéland leucophaé (*Larus michahellis*) (AP n° 13-2018-10-22-019) et du Choucas des tours (*Corvus monedula*) (AP n° 13-2020-02-17-002).

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Linéaire de digue à réparer	300 m
Volume de matériaux à approvisionner -digue protection plan d'eau (enrochements naturels 0,1-0,5t, 0,5-1t, 1,5-3t ou 1-2t, 4-6t, 6-8t, ballast)	39 322 m3
Volume de matériaux à approvisionner -digue protection station de pompage (enrochements naturels 0,1-0,5t, 0,3-0,7 t, 0,5-1t, 1,5-3t ou 1-2t, 4-6t, 6-8t, ballast, enrochements artificiels 2m3)	7 079 m3

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s) d'implantation

EDF - Cycles Combinés Gaz
Martigues
route des Laurons
BP 35
13117 LAVERA

Coordonnées géographiques¹

Long. 0 5 ° 0 0 ' 5 7 " E Lat. 4 3 ° 2 1 ' 2 2 " N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ___ ° ___ ' ___ " Lat. ___ ° ___ ' ___ "

Point d'arrivée :

Long. ___ ° ___ ' ___ " Lat. ___ ° ___ ' ___ "

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☒

Non ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

Premier arrêté préfectoral du site de Martigues datant du 30/07/1969 autorisant la construction des ouvrages de prise et de rejet d'eau de mer et la digue de protection de la station de pompage.

Arrêté préfectoral d'autorisation du 15/12/1969 autorisant la construction successive de quatre unités de production d'électricité de 250 MW chacune.

Arrêté préfectoral n°69/8 -n°3 du 24 mars 1970 autorisant SHELL pour la construction de la digue de protection du plan d'eau. Transfert des autorisations de SHELL à EDF réalisé en 1990 suite à enquête publique.

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF marine de type 1 « De Ponteau à la Pointe de Carro » (93M000023). ZNIEFF terrestre de type II "Chaîne de l'estaque et de la Nerthe - Massif du Rove - colline de Carro (930012439) ZNIEFF terrestre de type I "Vallon de l'Aveyron" (930020228)
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	A proximité immédiate site protégé par Arrêté Préfectoral de Protection de Biotopie « Martigues-Ponteau : Enceinte Du Poste De Ponteau, Calanque Des Renaïres Et Vallon De L'Averon » (FR3800728 ; 100 m au nord du projet) ; ce site est pris en compte dans la zone d'étude élargie du projet.
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Martigues
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	A proximité d'un site Natura 2000 : Zone Spéciale de Conservation (ZSC) Côte Bleue marine (FR9301999 ; située à 185 m au sud-est du site du projet) A proximité d'une Aire Marine Protégée : Le Parc Marin de la Côte Bleue (situé à 185 m au sud-est du site du projet).
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>- PPRT LAVERA : Communes de MARTIGUES et PORT-DE-BOUC Sociétés PETROINOS MANUFACTURING FRANCE, INEOS CHEMICALS LAVERA, NAPHTACHIMIE, OXOCHIMIE, KEM ONE LAVERA, HUSTMAN, TOTAL RAFFINAGE MARKETING, GEOGAZ, PRIMAGAZ, LBC et GAZECHIM Prescrit par Arrêté du 1/08/2013, non approuvé, en cours d'élaboration.</p> <p>- PPRT de Total Raffinage France approuvé le 2/05/2014 mais site EDF CCG de Martigues pas situé dans le périmètre.</p>
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?			PPR Argiles : approuvé le 14/04/2014. Zone de la digue non concernée par le PPR.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site EDF de Martigues est concerné par la fiche BASIAS n°PAC1310236 et est recensé sous le site BASOL sous le n°13.0044. Cependant la digue objet du projet n'est pas située dans le périmètre des zones concernées.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A 185 m au nord de la ZSC Natura 2000 Côte Bleue marine (FR9301999)
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Enrochements retirés : 20 330 m3. Une partie des ces enrochements pourra être ré-utilisée pour la réfection de la digue (environ 7500 m3).
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	46 401 m3 de matériaux constitués majoritairement d'enrochements calcaires issus de carrière (département des Bouches du Rhône)
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Incidence directe et permanente sur un îlot d'herbier à posidonie de 1,26 m2 et sur 186 dattes de mer. Incidences indirectes et temporaires induites par la dégradation temporaire et localisée de la qualité de l'eau (émission de nuages turbides) sur les herbiers à posidonies, le coralligène et les gorgones blanches identifiés par les études de terrain réalisés entre juillet et octobre 2020. Pour ces incidences, les mesures ERC adoptées par le Maître d'Ouvrage permettent de réduire les incidences à des niveaux très faibles.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Espèces parc Natura 2000 côte Bleu marine : Grand Dauphin (<i>Tursiops truncatus</i>) et Tortue Caouanne (<i>Caretta caretta</i>), sensible aux bruits forts générés par des opérations de chantier en milieu littoral (BRH, marteaux hydrauliques ...). Mise en œuvre de ce type d'outillage pendant une durée limitée (environ 30 jours discontinus). Bruit faible pour le reste des engins, pas susceptibles d'effaroucher ou de gêner ces espèces par ailleurs faiblement potentiels à proximité du site. Habitats parc Natura 2000 côte bleu marine : herbiers de posidonie (distance entre limite supérieure et les ouvrages la plus faible = 47 m), coralligène (famille des récifs) (90 m des ouvrages). Mise en place d'écrans et surveillance de la turbidité permettront de réduire les effets.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Incidences directe et permanente sur des espèces déterminantes de la ZNIEFF marine de type I "De Ponteau à la Pointe de Carro" (93M000023) : la Datte de mer (186 dattes de mer), l'herbier de posidonie (ilot de 1,26 m2).</p> <p>Incidences indirectes et temporaires sur l'herbier de posidonie et la Gorgone blanche : impact temporaire et limité par la mise en place d'écrans et de la surveillance de la turbidité.</p>
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Augmentation de l'emprise des ouvrages sur le milieu marin (entre 3000 et 5000 m2)
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Submersion marine, séisme.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Environ 3700 rotations de camion sur 1,5 ans (octobre 2022 à décembre 2024)</p> <p>Environ 35 rotations de barges (si approvisionnement maritime retenu).</p>
	<p>Est-il source de bruit ?</p> <p>Est-il concerné par des nuisances sonores ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<p>Bruit faible du chantier en dehors de phase de réfection de la voirie</p> <p>Bruit notable pendant l'utilisation de BRH lors des phases de démolition de la voirie (environ 30 jours)</p> <p>Émergence sonore faible à 250 m des emprises du chantier</p> <p>Absence d'émissions sonores nuisibles pour la faune terrestre et marine.</p>

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Vibrations engendrées pendant l'utilisation de BRH lors des phases de démolition de la voirie (environ 30 jours)
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Des éclairages supplémentaires seront installés et mis en fonctionnement en période hivernale mais fonctionneront uniquement sur les horaires de travail. Travaux diurnes (7h-18h).
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Dans le cas d'une fabrication des enrochements artificiels sur le site de Martigues, une centrale de fabrication de béton pourrait être installée sur le site et engendrer des rejets dans l'air. Les émissions de ces rejets dans l'air de l'installation seront temporaires et surveillées. Les opérations de chantier (déplacement d'enrochements...) engendreront l'émission/envol de poussières. Des rejets dans l'air seront aussi émis par les gaz d'échappement des camions et engins de chantier. Ces rejets ont considérées comme négligeables par rapport au bruit de fond.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Enrochements retirés : 20 330 m3. Une partie des ces enrochements pourra être ré-utilisée pour la réfection de la digue (environ 7500 m3) et une autre partie pourra être proposé à la vente. Les déchets seront gérés et évacués selon les filières appropriées.

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Modification du profil de la digue (hauteur : +1,2 m NGF et pente) et remplacement des enrochements naturel par des enrochements artificiels pour la digue de protection de la station de pompage qui est faiblement visible des plages situées à proximité du site.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☒ Non ☐ Si oui, décrivez lesquelles :

- Travaux de sécurisation de la digue et travaux annexes (réparation du mur de soutènement de la voie d'accès à la station de pompage et comblement du caniveau central de la voie de service située en crête de digue) : Avis favorable aux travaux de sécurisation de la digue émis le 13/05/2020 par la préfecture des Bouches-du-Rhône suite au Dossier de déclaration au titre de la rubrique 4.1.2.0. de la Loi sur l'eau. Travaux réalisés entre octobre – novembre 2020 pour les travaux de sécurisation de la digue et le comblement du caniveau. Travaux de réparation du mur de soutènement prévus au printemps 2021.
Ce projet a fait l'objet d'un dossier d'examen au cas par cas qui n'a pas abouti à une étude d'impact.

- Travaux de réfection du génie civil de l'enveloppe extérieure du restaurant d'entreprise : avis favorable aux travaux émis le 22/10/2020 par la préfecture des Bouches-du-Rhône suite au Dossier de déclaration au titre de la rubrique 4.1.2.0. de la Loi sur l'eau. Travaux réalisés entre mi-novembre 2020 –et mi-février 2021.

- Travaux de réfection du génie civil des façades exposées côté mer du bâtiment administratif : avis favorable émis le 07/01/2021 par la préfecture des Bouches-du-Rhône suite au Dossier de déclaration au titre de la rubrique 4.1.2.0. de la Loi sur l'eau. Travaux entre mi-décembre 2020 et mi-avril 2021.

- Travaux sur les clôtures en bordure du milieu marin. Dossier de déclaration au titre de la rubrique 4.1.2.0. de la Loi sur l'eau en cours de rédaction Travaux en avril 2021 pour une durée de 6 mois.

Ces 3 projets ne relèvent pas d'un examen au cas par cas (R-122-2).

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

La majeure partie des incidences notables du projet seront limitées dans le temps et pourront être réduites et maîtrisées. Les travaux engendreront néanmoins la destruction d'un îlot d'herbier à posidonie de 1,26 m² et de 186 dattes de mer. La réfection entraînera une modification morphologique de la digue (hauteur, pente, emprise, utilisation d'enrochements artificiels) mais sans impact sur la courantologie locale.

MESURES ERC envisagées :

- Balisage des zones présentant un intérêt écologique pour le stockage des matériaux et enrochements
- Réalisation des travaux en période hivernale afin de prendre en compte le cycle biologique des peuplements marins et l'absence d'activité balnéaire et nautique significative à proximité du chantier ;
- Réduction des sources potentielles de turbidité par le lavage des blocs en sortie de carrière ;
- Surveillance de la turbidité dans l'eau pendant les travaux ;
- Mise en place systématique d'écrans anti-turbidité permettant de circonscrire les éventuels nuages turbides pendant les travaux.
- Limitation des émissions sonores et de vibrations
- Mise en place de mesures compensatoires pour la destruction de l'îlot d'herbier à posidonie (en cours de définition).

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

L'ensemble des éléments d'évaluation des incidences du projet présenté ci-avant a permis de conclure à :

- un nombre limité de compartiments de l'environnement potentiellement soumis aux effets du projet ;
- la maîtrise des effets du projet par des mesures d'évitement et de réduction ;
- l'absence d'impacts résiduels irrémediables ne pouvant faire l'objet de compensation.

Le maître d'ouvrage considère à ce titre que les travaux de réfection projetés sur la digue du site EDF de Martigues ne nécessitent pas d'évaluation environnementale. Il convient de noter que les mesures compensatoires nécessaires, actuellement à l'étude, seront présentées, le cas échéant, dans le dossier de la demande de dérogation à la protection stricte des espèces.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet

Dossier d'accompagnement de la demande d'examen au cas par cas concernant le projet de réfection de la digue de Martigues annexé à la présente demande.

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à Martigues

le,

8/06/2021.

Le Directeur
du CCG Martigues

Signature

Christophe CORTIE

